

Pétition pour 4000 nouveaux logements à Lausanne

Autor(en): **Vodoz, Jean-Marie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat**

Band (Jahr): **42 (1969)**

Heft 8

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-126714>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Pétition pour 4000 nouveaux logements à Lausanne

21

L'Union syndicale de Lausanne et environs ne respecte pas la trêve de la chaleur. Sans attendre la classique reprise de septembre, ses animateurs ont publiquement assigné trois rendez-vous d'urgence aux autorités communales d'une part, aux employeurs de l'autre. Le premier doit avoir lieu sur le terrain, d'ailleurs brûlant, des loyers et logements. Le deuxième sur le volcan des travailleurs étrangers. Et le troisième dans la forêt, moins bien connue, mais bruisante aussi, des règlements de travail applicables aux apprentis.

Or, le «Comité élargi» des syndicats majoritaires lausannois a célébré le 14 juillet – lundi soir – à sa façon. Les fusées oratoires y ont, paraît-il, fait du bruit. Résultat: le lancement d'une pétition pour obtenir «la construction accélérée» de 4000 logements à loyers modérés dans l'agglomération.

Le comité, cependant, ne formule pas que des exigences. Il fait aussi des offres, et propose un plan d'action. Les représentants des travailleurs pourraient, sous certaines conditions, s'entendre avec les employeurs en vue de financer une partie au moins des nouveaux blocs locatifs. Comment? On puiserait dans les fonds professionnels et interprofessionnels de prévoyance, d'où «plusieurs millions» sortiraient à point nommé.

Verbalement, les syndicalistes y vont fort. Au cours d'une conférence de presse que menaient M. Jacques Tuscher et plusieurs secrétaires de fédération, les échos de lundi soir ont retenti. «La surveillance des loyers touche à sa fin. Les gérances, Messieurs, se préparent à la curée! La preuve: un collègue typographe nous parlait des formules de résiliation qu'on imprime en quantités industrielles...» Quant à l'analyse de la situation, l'Union syndicale émet donc un jugement sévère. Elle estime que la dernière heure sonne pour agir. Le marché du logement ne se détend pas. Les appartements vides représentent – déclare ainsi M. Roger Besuchet, de la FOMH – «zéro virgule quelque chose; mais quand vous enlevez la catégorie de luxe et les taudis voués à la pioche, vous retombez sur un zéro tout rond». Or, même si la surveillance était prorogée par les Chambres, «le problème ne se résoudrait pas: on le retrouverait, aggravé, l'année suivante». Car aujourd'hui, «les HLM échappent dans la pratique aux gens qui devraient les occuper: les dispositions sont tellement étroites que, parmi les adhérents de la FOMH, la moitié des ouvriers touchent un trop haut salaire pour y être admis!» Sans compter des restrictions «chicanières»: le locataire d'un bâtiment subventionné doit

travailler dans sa commune de domicile, et des frontières invisibles traversent ainsi le Grand-Lausanne, en dépit de la naturelle mobilité des entreprises et de la main-d'œuvre.

Mais ensuite, l'Union syndicale passe de la critique aux projets. Sa pétition demande «aux autorités communales de l'agglomération lausannoise»:

a) De prendre toutes mesures propres à favoriser la construction accélérée de 4000 logements à loyer modéré. (Ce chiffre devrait naturellement s'ajouter aux logements construits de toute manière chaque année: quelque 2000. Comment l'a-t-on choisi? Assez arbitrairement sans doute. Le Grand-Lausanne compte actuellement 70 000 appartements. Le «zéro virgule quelque chose» devrait progressivement devenir du 2%.)

b) D'améliorer d'urgence, sur le plan communal et intercommunal; de faire améliorer, sur le plan cantonal, les dispositions légales en matière d'encouragement à la construction de HLM et les normes relatives à l'occupation des appartements subventionnés.

A la revendication matérielle s'ajoute, par conséquent, l'exigence d'une politique plus large, plus souple et plus coordonnée. Et, poursuivent les syndicalistes, si le climat s'améliorait, alors nous offririons notre collaboration financière: notre argent serait meilleur marché.

Sous quelle forme les caisses paritaires pourraient-elles subventionner le bâtiment? Rien n'est décidé. Tout dépend évidemment encore de la réponse que donneront les employeurs. Il serait possible, prévoit cependant l'Union syndicale, d'étendre et de multiplier les coopératives de construction. Voire de créer un fond syndical de placement.

Telle est l'idée lancée.

Mais du logement aux travailleurs étrangers, la distance est courte. Il s'agit toujours du dynamisme des organisations de travailleurs. Et des «gênes» qui ralentissent leur travail en allumant la contestation.

L'initiative de M. Schwarzenbach inspire aux animateurs lausannois une vive inquiétude. «On aurait tort d'être aveuglément optimiste, soulignent-ils. Beaucoup d'électeurs, beaucoup d'ouvriers en Suisse romande, voteront **oui**. Car ils ne se prononceront pas pour ou contre M. Schwarzenbach. Ils exprimeront leur mécontentement. Et ils ont pour cela des raisons sérieuses. Nous éprouvons, quant à nous, des sentiments fraternels envers nos camarades espagnols ou italiens. Nous ne devons pas moins constater qu'on ne leur permet pas de s'assimiler.

Deux cent neuf HLM dans quatre villes

22

Deux cent neuf appartements de trois pièces chacun seront construits prochainement à Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds, Le Locle et Couvet. Le canton de Neuchâtel, dans le cadre de la sixième «action HLM», a mis à la disposition des communes un montant de dix millions de francs destinés à encourager la construction de logements à loyers modérés, conformément au décret voté par le peuple neuchâtelois les 20 et 21 avril 1968. Un concours a été organisé en vue d'obtenir le meilleur projet aux prix les plus favorables.

Dix-huit bureaux d'architectes ont participé au concours. Pour bases de travail, chaque concurrent avait reçu un cahier des charges ainsi qu'une réglementation de zonage des quatre communes intéressées.

Le jury, placé sous la présidence de M. Jean Haldimann, préfet des Montagnes neuchâteloises, s'est réuni huit fois et a retenu un projet. Il a d'autre part proposé au Conseil d'Etat de récompenser quatre autres concurrents par des prix de 5000 à 20 000 fr.

Un jury exigeant

Le jury s'est surtout attaché au problème de la qualité de l'habitat. Ainsi, il a demandé l'avis d'un expert au sujet de l'isolation acoustique et thermique et s'est amplement informé sur la qualité des matériaux proposés, de manière à ce que chaque construction soit durable et que les charges d'entretien soient réduites. En ce qui concerne le projet primé, on peut d'ores et déjà dire que la qualité des logements à construire dans le cadre de cette sixième

action est nettement supérieure à celle des habitats créés lors des cinq actions précédentes.

En ce qui concerne le coût de construction, l'analyse de toutes les données fera certainement ressortir le même avantage.

La construction de ces 630 chambres coûtera 9 300 000 fr., soit 13 417 fr. la pièce ou 139 fr. 60 le mètre cube SIA. Les immeubles comprendront un ascenseur, une machine à laver et un séchoir collectif, et chaque logement une cuisinière et un frigo.

A la faveur d'une dérogation des règlements communaux sur la hauteur des immeubles, il serait possible de créer douze logements de plus, soit vingt-deux appartements pour le coût de 9 900 000 fr. Le projet retenu offre l'avantage de porter le nombre de pièces de chaque appartement à deux ou à quatre.

La solution idéale pour réaliser un seul et même marché et abaisser le prix de revient serait d'ouvrir le moins de chantiers possible et même qu'une seule commune bénéficie d'une telle action. Cette solution n'est pas concevable, si l'on songe que vingt-sept communes ont présenté une demande de ce genre. La demande la plus forte dans chaque localité a servi de critère de répartition.

Selon les prix actuels, qui seront certainement supérieurs dans vingt mois, lors de la mise sur le marché de ces logements, ces derniers seront loués 130 fr. par mois pour une pièce, 150 fr. pour deux pièces, 170 fr. pour trois pièces et 195 fr. pour quatre pièces.

«Tribune-Le Matin»
C. J.

Le problème de la qualité

On déclarera notre revue définitivement incorrigible et insatiable en la voyant ne pas applaudir bouche bée devant cette panacée neuchâteloise.

Deux cent neuf HLM d'une qualité jamais vue. Et comment se juge cette qualité? Isolation acoustique et thermique, machine à laver, frigo!

Nul doute qu'il ne s'agisse là d'éléments concourant à la qualité. Mais l'orientation, l'organisation des espaces intérieurs, des espaces extérieurs, l'équipement proche et lointain?? L'approche humaine du problème??? Le logement se vendrait-il au mètre carré?

«Habitation»
revue de l'Union suisse pour
l'amélioration du logement.

On en a trop admis. On n'a pas écouté nos avertissements. On ne nous a pas associés non plus à leur intégration. Nous combattons l'initiative. Mais nous exigeons que les autorités et nos partenaires sociaux prennent avec nous des dispositions sérieuses en vue de régulariser beaucoup d'anomalies dans les domaines des salaires, des horaires, des vacances. Faute de quoi, nos arguments ne porteront pas.»

Enfin, MM. Jacques Tuscher, Roger Besuchet, Adrien Buffat (FOBB) et leurs collègues ont fait état du mécontentement qui grandit chez les apprentis. Les Jeunesses progressistes vaudoises ont lancé, comme on le sait, une pétition pour leur obtenir une quatrième semaine de vacances. L'Union syndicale approuve la revendication.

«Elle préférerait toutefois que des accords entre partenaires sociaux puissent être conclus dans toutes les professions.» Et regrette que «l'opposition farouche des employeurs» – ce sont les termes d'une «prise de position» – empêche les syndicats «d'inclure les apprentis dans le champ d'application des conventions collectives». On le constate: les «échéances» tombent en cascade. Mais qui reprochait aux syndicalistes leur «mollesse»? Dans le canton de Vaud – précisait-ils – leurs effectifs ne baissent pas: ils montent. La section lausannoise n'a pas raté, pour autant, l'occasion de démontrer qu'elle n'est pas en vacances.

Jean-Marie Vodoz.

«Feuille d'Avis de Lausanne».